

Conflit au Nord-Kivu : l'UE doit cesser toute coopération militaire avec le Rwanda

Depuis plusieurs semaines, la situation sécuritaire en République Démocratique du Congo (RDC) est au cœur des préoccupations internationales. Le nouveau pic de violence dans l'Est du pays a redonné de la visibilité à cette crise habituellement tenue à l'écart de l'attention médiatique. A l'occasion de la séance plénière du Parlement Européen organisée le 27 février 2024, Jutta Urpilainen, commissaire européenne chargée des Partenariats internationaux, a réitéré le soutien de l'Union Européenne (UE) dans la mise en œuvre d'un « dialogue politique inclusif qui puisse s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité et de l'instabilité¹ » dans la région.

Dans cet esprit et alors que l'est de la RDC s'enlise dans une crise sécuritaire et humanitaire toujours plus alarmante, le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) souhaite attirer l'attention de l'UE et de ses décideurs politiques sur **une série de recommandations visant à instaurer une paix durable dans la région**. Cet état des lieux d'une crise multidimensionnelle expose le risque d'une déstabilisation à échelle régionale. Il met également en lumière le devoir d'intervention rapide et coordonnée de l'Union afin de parvenir à l'arrêt immédiat des combats et permettre le soutien et la protection des populations civiles. Pour atteindre ces objectifs de pacification et éviter un conflit aux conséquences irréversibles, EurAc insiste particulièrement sur **la nécessité pour l'UE et ses Etats membres de cesser toute coopération militaire avec le Rwanda**.

Escalade militaire dans l'est de la RDC

A la suite de plusieurs mois de relative accalmie et alors que la RDC sort d'un nouveau cycle électoral controversé, l'est du pays fait de nouveau face à une crise sécuritaire de grande ampleur. Le lancement d'une nouvelle offensive de la rébellion du M23 dans la province du Nord-Kivu a mis en difficulté les forces armées congolaises (FARDC). Il est difficile de saisir l'ampleur de cette nouvelle crise alors que ce territoire est en proie à des affrontements depuis des décennies. Pour autant, son caractère multidimensionnel combinant à la fois aspects sécuritaires, économiques, politiques et identitaires pose le risque d'une déstabilisation à

¹ [Statement by Commissioner Urpilainen at the European Parliament plenary debate](#), European Commission, 27 février 2024

plusieurs niveaux. Les récents développements observés ces dernières semaines marquent une étape supplémentaire dans l'escalade militaire.

Les observateurs internationaux soulignent l'utilisation d'équipements tels que des systèmes anti-aériens et des mortiers qui dépassent largement les capacités habituelles d'un simple groupe armé². Leur utilisation potentielle en milieu urbain augmenterait de manière dramatique le nombre de victimes parmi les civils³. A cela s'ajoute la mise en circulation non contrôlée d'armements par les Wazalendo, miliciens regroupés afin de lutter contre le M23, et qui complexifient davantage le panorama des groupes armés. Prise entre les affrontements des belligérants, la population se trouve exposée à un risque accru de violence, avec des conséquences souvent tragiques⁴. Plusieurs rapports témoignent de la présence d'enfants dans les rangs de ce groupe, laissant également craindre une déstabilisation communautaire de long terme⁵.

Face à cette reprise des hostilités, Goma est plus seule que jamais. Centre névralgique de la région, ce chef-lieu de la province du Nord-Kivu est pris en étau depuis plusieurs semaines (dans les territoires du Rusthuru, Nyiragongo et désormais du Masisi). Les affrontements s'intensifient autour de Sake, située à quelques kilomètres de la capitale et qui représente le dernier rempart face aux rebelles. Des milliers de civils fuient la ville pour rejoindre des camps de réfugiés déjà surpeuplés. La ville étouffe et la population, piégée, fait face à un risque accru de pénurie en raison du blocage des voies d'approvisionnement. Utilisée comme moyen de pression, la faim devient une arme militaire permettant le contrôle de cette zone stratégique. La progression des rebelles continue également vers le nord de la province en direction du territoire de Lubero où un nombre considérable de civils prennent déjà la fuite.

La population civile en première ligne

Ce nouveau cycle de violence affecte encore davantage la population congolaise. La RDC est détentrice du triste record du plus grand nombre de déplacés en Afrique, juste après le Soudan. Au total, 6,9 millions d'individus ont été forcés de quitter leur résidence, incluant 5,6 millions pour les seules provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, de l'Ituri et du Tanganyika⁶. Autour de Goma, c'est près de 215 000 personnes supplémentaires qui se sont ajoutées aux 500 000 individus déjà présents dans les camps de déplacés⁷. Dans un tel contexte, les besoins humanitaires prennent rapidement une ampleur inquiétante. L'insécurité alimentaire d'urgence est maintenant l'enjeu humanitaire principal, avec 1,2 millions de personnes vivant dans des conditions proches de la famine⁸. L'accumulation de blessés dans les hôpitaux surchargés,

² [Why M23 is not your average rebel group](#), IPIS, January 2023

³ [Civilians in the firing line as use of heavy weapons signals alarming new phase in conflict in the east](#), ICRC, 6 mars 2024

⁴ [En RDC, six morts lors d'une "dispute" entre militaires et miliciens](#), Le Monde, 13 Novembre 2023

⁵ [Focus sur les enfants soldats](#), Amnesty International, Janvier 2024

⁶ [Près de 7 millions de personnes déplacées en RDC : un record](#), IOM, 30 octobre 2023,

⁷ [RDC : l'UNICEF et le PAM demandent des mesures pour protéger les enfants et un accès humanitaire sans entrave](#), UNICEF, 23 février 2023

⁸ [République démocratique du Congo](#), Programme Alimentaire Mondial, 2024

l'augmentation des cas de choléra et autres épidémies, ainsi que le manque d'accès aux services de base laisse également planer le risque d'une crise sanitaire majeure⁹. Comme à l'accoutumée, les populations vulnérables sont les premières victimes de ces déplacements. Femmes et filles sont encore plus exposées aux violences sexuelles, que cela soit sur les routes ou au sein même des camps de déplacés. A ce titre, le Comité International de la Croix Rouge (CICR) rapporte une augmentation de 37% du nombre de signalements des cas de violence sexuelle au Nord-Kivu au cours des trois derniers mois de 2023¹⁰.

La société civile tire également la sonnette d'alarme face à une recrudescence des attaques contre les civils. Des tirs de mortiers signalés à proximité d'écoles et d'hôpitaux illustrent le climat de terreur qui règne dans cette province. Des enquêtes¹¹ menées par Amnesty International et Human Rights Watch (HRW) avaient par le passé déjà mis en lumière les exactions commises par le M23, constituant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Dans sa feuille de route des droits humains, HRW estime encore nombreux le nombre de commandants de groupes armés impliqués dans des crimes de guerre, incluant massacres, violences sexuelles, recrutements d'enfants et pillages¹². Plus récemment, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés a signalé plusieurs attaques ciblées, incluant des cas de meurtres, d'enlèvements et d'incendies d'habitations, mais également des cas de violences sexuelles liées au genre¹³. La prise violente de la ville de Nyanzale qui a provoqué la fuite de plus de 100 000 personnes et la mort d'au moins 15 civils¹⁴ en est la triste illustration.

Perspectives de sortie de crise sur fond de tensions régionales

Ces affrontements posent le risque d'une déstabilisation de la région dans son ensemble. Plusieurs incidents frontaliers impliquant les armées congolaises et rwandaises ont ravivé les tensions entre Kigali et Kinshasa. Le Rwanda est accusé de violation des limites territoriales après le signalement par l'armée congolaise de tirs de drones visant l'aéroport de Goma. De son côté, la RDC est pointée du doigt pour ses relations avec les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), groupe armé considéré par le gouvernement rwandais comme présentant une menace directe à sa sécurité nationale. Le spectre d'une guerre ouverte contraint les acteurs régionaux à explorer de nouvelles solutions de sortie de crise et ceci alors qu'ils sont confrontés à un double-échec.

Échec militaire d'abord avec le départ des forces de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et ceci moins d'un an après le début de leur mission. Remise en cause par la société civile et par le gouvernement pour son inefficacité, elle est finalement remplacée par des contingents de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). De nombreuses questions

⁹ [Democratic Republic of Congo, Conflict in North Kivu](#), ACAPS, 27 février 2024

¹⁰ [RD Congo : les oubliés du Nord Kivu](#), CICR, 1 Mars 2024

¹¹ [RDC, des rebelles du groupe armé M23 responsables d'exécutions sommaires et de viols](#), Amnesty International, 17 février 2023
[Rapport mondial 2024, République démocratique du Congo](#), Human Rights Watch, 2024

¹² [Feuille de route pour les droits humains en République démocratique du Congo](#)², Human Rights Watch, 6 mars 2024

¹³ [RDC : les agences de l'ONU alertent sur une catastrophe humanitaire de grande ampleur dans l'est du pays](#), NU, 23 février 2024

¹⁴ [RDC : les rebelles du M23 ont pris le contrôle de la ville de Nyanzale, au nord de Goma](#), RFI, 7 mars 2024

restent encore en suspens quant à la capacité de cette mission de ramener la stabilité dans la région. Les observateurs pointent du doigt un manque de moyens financiers et techniques¹⁵ mais également une méconnaissance du terrain. L'implication d'éléments de la Force de Défense Nationales du Burundi (FFDNB) dans des conditions totalement opaques rend la configuration des forces encore plus confuse et accentue les risques sécuritaires qui pèsent sur les populations dans des zones déjà fortement militarisées. L'arrivée de ces nouvelles troupes étrangères est également observée avec méfiance par la population congolaise, et ceci alors que la MONUSCO a finalement amorcé son retrait du Sud-Kivu¹⁶. En raison d'une impopularité de plus en plus prononcée, le désengagement complet de la mission a finalement été annoncé pour fin 2024. Cette décision laisse pourtant planer le risque d'un vide sécuritaire de plus en plus difficile à combler. L'hyper militarisation des provinces de l'Est où se mêlent plus de 100 groupes armés locaux et étrangers¹⁷, forces internationales et compagnies privées s'ajoutent aux nombreux défis qui se présentent aux forces de sécurité nationales congolaises. La protection des civils et des déplacés est également au cœur des préoccupations. En effet, un retrait trop précipité pourrait entraîner des conséquences désastreuses sur l'avenir des populations alors que se profile un désastre humanitaire. Dans cette perspective, difficile d'imaginer un retrait pérenne sans un renforcement des capacités de la société civile et des autorités locales.

Un échec politique et diplomatique également. En dépit de plusieurs initiatives régionales organisées sous l'auspice de la CAE, les négociations se trouvent dans une impasse. Face à la complexité de cette crise et aux rivalités régionales, les processus de Luanda et de Nairobi ont rapidement montré leurs limites. Pour autant, les observateurs s'accordent sur la nécessité d'une solution de sortie de crise à la fois politique et régionale. Loin d'apporter des résultats tangibles, l'organisation d'un sommet extraordinaire sur la situation dans l'est de la RDC en marge du sommet de l'Union Africaine (UA) les 17 et 18 février aura au moins eu le mérite de relancer la perspective d'un dialogue entre la RDC et le Rwanda. Une étape supplémentaire semble avoir été franchie le 27 février. Au terme d'un échange avec le président angolais João Lourenço, Félix Tshisekedi aurait laissé planer la possibilité d'une rencontre avec son homologue rwandais, ouvrant la voie à un éventuel dégel des négociations. Tous les regards se portent désormais sur l'UA pour qui l'occasion d'endosser le rôle de leader dans le processus de paix se présente. A la suite d'une réunion de son Conseil de Paix et Sécurité tenue le 4 mars, elle a formalisé son soutien au déploiement de la mission de la SADC, tout en rappelant l'importance des efforts diplomatiques et de la reprise du dialogue¹⁸.

¹⁵ [Once more into the breach: SADC troops in DRC](#), Institute for Security Studies, 9 février 2024

¹⁶ [MONUSCO transfers its Kamanyola base to the Congolese authorities](#), MONUSCO, 28 février 2024

¹⁷ [Rapport mondial 2024 : République Démocratique du Congo](#), Human Rights Watch, 2024

¹⁸ [Communiqué de la 1203 réunion du CPS tenue le 4 mars 2024](#), Union Africaine, 9 mars 2024

Crise de confiance dans les Grands Lacs : l'opportunité d'une stratégie renouvelée pour l'UE

Confrontée à la perspective d'une escalade militaire sans retour, la communauté internationale n'a pas d'autre choix que de réagir. Plusieurs dirigeants ont publiquement condamné le massacre en cours. Les Etats-Unis ont ainsi déploré « l'intensification des violences dans l'est de la RDC causée par les actions du groupe armé M23, soutenu par le Rwanda¹⁹ », appelant au retrait des soldats rwandais du Nord-Kivu. A son tour la France a exprimé son inquiétude, appelant Kigali à « cesser tout soutien au M23²⁰ ». Souvent accusés de complaisance vis-à-vis du Rwanda, cette évolution dans le discours porté par certains pays occidentaux annonce un tournant important. Pour autant, elle n'est pas suffisante aux yeux de la population congolaise qui exige des sanctions. La société civile dénonce une apathie de la communauté internationale. Plusieurs manifestations anti-occidentales tenues à Kinshasa visant des ambassades et des sièges d'organisations internationales témoignent de ce sentiment.

Dans ce contexte, l'annonce portée par l'UE de la signature d'un accord de coopération avec le Rwanda pour l'exploitation des minerais dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » a déclenché une vague de dénonciation de la part des organisations de la société civile²¹. Elles expriment leur incompréhension alors que le lien entre le commerce de minerais rares et les violations des droits humains est connu de tous. Le président Tshisekedi n'a pas hésité à qualifier cet accord de « guerre par procuration ». Pour Denis Mukwege, docteur, activiste des droits humains et prix Nobel de la paix, l'exécutif européen s'illustre dans « une politique de double standard qui mine la crédibilité des institutions internationales²². »

Parce qu'il s'inscrit dans un contexte politique et sécuritaire sensible, cet accord renforce un peu plus la crise de confiance qui se cristallise entre l'UE et son partenaire congolais. Une nouvelle fois, la politique de coopération de l'Union dans la région est dénoncée pour son manque de cohérence et son ambiguïté. Alors que le Haut Représentant de l'UE réaffirme son soutien "sans faille" aux processus de paix²³ et appelle à un dialogue inclusif entre le Rwanda et la RDC, cet accord préoccupe car il semble aller à l'encontre de son engagement dans la promotion de la stabilité et de la sécurité dans la région, manifestée à-travers sa stratégie renouvelée pour les Grands Lacs.

¹⁹ [Escalade des hostilités dans l'est de la république démocratique du Congo](#), US Department of State, 17 février 2024

²⁰ [République démocratique du Congo – situation à l'Est du pays](#), Ambassade de France en RDC, 20 février 2024

²¹ [UE: arrêtez de financer la guerre du Rwanda au Congo](#), La Lucha, 22 février 2024

[100 organisations de la société civile environnementale appellent l'UE à résilier son accord avec le Rwanda](#), Actualitecd, 1 mars 2024

²² [Déclaration du Dr. Denis Mukwege sur le récent accord EU-Rwanda sur les minéraux de conflit](#), Panzi Foundation, 21 février

²³ [Statement of the HR on behalf of the EU on the escalation of hostilities in the eastern part of the country](#), Council of the EU, 5 mars 2024

Recommandations

La résolution d'un conflit potentiellement dévastateur et l'instauration d'une paix durable dans l'est de la RDC s'impose comme une priorité, à la fois pour le nouveau gouvernement congolais mais également pour la communauté internationale. Face à l'urgence de la situation, les membres d'EurAc appellent l'UE et ses Etats membres à porter des ambitions visant à empêcher un effondrement de la situation au-travers de :

- **La cessation de toute coopération militaire avec le Rwanda** (notamment dans le cadre de la Facilité européenne pour la paix) sous condition de l'interruption totale de son soutien direct et indirect au M23.
- **L'appel à la mise en œuvre d'un cessez-le-feu immédiat et à la reprise des efforts de négociation.** Dans ce cadre, l'instauration d'un dialogue politique inclusif intégrant la société civile est indispensable à l'identification de solutions durables de sortie de crise.
- **L'acheminement immédiat, massif et sans entrave d'une aide humanitaire d'urgence pour répondre aux besoins immédiats de la population du Nord-Kivu, et en particulier de la ville de Goma et de sa périphérie.** L'UE doit également assurer la protection du personnel humanitaire présent sur place.
- **La nomination urgente d'un représentant spécial de l'UE pour la région des Grands Lacs doté d'un mandat et d'un budget lui permettant de renforcer sa présence diplomatique tout en réaffirmant la volonté de l'Union de s'engager activement en faveur de la paix dans la région.** Son mandat devra s'axer autour de questions fondamentales de paix et sécurité, de bonne gouvernance, de protection des droits humains et de l'espace civique. Il devra également appuyer la société civile congolaise dans son rôle d'acteur clé du développement.
- **La mise en œuvre des sanctions émises à l'encontre des personnalités engagées dans des initiatives et mouvements politico-militaires qui menacent la stabilité de la région et la paix.** Dans ce cadre et en tant que défenseur des droits fondamentaux, l'UE doit fermement condamner et sanctionner tous les promoteurs de discours belliqueux ou ethnociste et participants à des initiatives politiques et militaires qui violent le droit international humanitaire et les droits humains.
- **L'identification par les autorités congolaises, la MONUSCO, et en consultation étroite avec la société civile congolaise, des dispositions nécessaires visant à éviter une déstabilisation aggravée de la région dans le contexte du départ de**

la MONUSCO, avec pour priorité la protection des civils. Dans ce contexte, il convient de s'assurer d'une planification responsable du transfert des tâches aux équipes pays des Nations Unies (UNCT), à la société civile et aux autorités compétentes. Ce désengagement graduel doit également être accompagné d'un renforcement des capacités de la société civile, y compris de celles des femmes, afin qu'elle puisse pleinement accomplir sa fonction de pacification au niveau communautaire.

A propos d'EurAc

Le réseau Europe-Afrique centrale (EurAc) créé en 2003 regroupe 33 organisations non-gouvernementales actives en Afrique centrale, avec un focus particulier sur la région des Grands Lacs. EurAc mène un travail de plaidoyer en faveur d'un engagement fort, cohérent et durable de la part de l'Union Européenne et de ses Etats membres afin d'aider la région à construire un avenir meilleur.

For more information

Alina Garkova

Director

alina.garkova@eurac-network.org

+32 490 43 76 70

Mégane Rodriguès

Policy and Advocacy Officer

megane.rodrigues@eurac-network.org

+32 493 35 52 44